BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE LA GUINEE-BISSAU
MINISTERE DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

GUINEE-BISSAU 2010

RÉPUBLIQUE DE LA GUINEE-BISSAU

MINISTÈRE DES FINANCES

Comité de la Balance des Paiements

Secrétariat

Direction Nationale de la BCEAO pour la Guinée-Bissau

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE AU TITRE DE L'ANNEE 2010

TABLE DES MATIERES

ACRONYMES 5

I- CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET NATIONALE.....6

1.1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET REGIONAL.....6

1.2. EVOLUTION DE L'ECONOMIE DE LA GUINEE-BISSAU EN 2010.....9

II. EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS.....11

III. EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES.....12

3.1. EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE 13

3.1.1. Evolution des exportations de biens.....14

3.1.1.1. Structure des exportations par principaux produits.....14

3.1.1.2. Répartition géographique des exportations.....15

3.1.1.3 Exportations vers les autres pays de l'UEMOA.....16

3.1.2. Evolution des importations de biens.....17

3.1.2.1. Evolution des principaux produits importés 17

3.1.2.2. Principaux fournisseurs de la Guinée-Bissau.....18

3.2. EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES.....20

3.3. ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS 20

3.4. ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS.....21

IV. ÉVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....22

4.1. ÉVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL 22

4.2. LE COMPTE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES.....22

V. ÉVOLUTION DES CAPITAUX MONÉTAIRES.....23

5.1. ÉVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DE LA BANQUE CENTRALE.....23

5.2. ÉVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS MONÉTAIRES.....24

5.3. VARIATION DES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES 24

5.4. RÉCONCILIATION DES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS 25

VI. ÉVOLUTION DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE (PEG) 26

ANNEXES.....28

Index des tableaux et graphiques

ACRONYMES

BAD	Banque Africaine de Développement
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDI GHANEEN	Monnaie locale du Ghana
DALASI GAMBIEN	Monnaie locale de la Gambie
DGA	Direction Générale des Douanes
DOLLARS	Monnaie locale des Etats Unis
EURO	Monnaie unique Européenne
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FRANC GUINEEN	Monnaie locale de la Guinée
FRPC	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance
IDE	Investissements Directs Etrangers
LIVRE STERLING	Monnaie locale d'Angleterre
NAIRA NIGERIAN	Monnaie locale du Nigeria
NYMEX	New York Mercantile Exchange
PIB	Produit Intérieur Brut
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
YEN	Monnaie locale du Japon

NB : la monnaie de référence dans le rapport est le FCFA, sauf indication du contraire.

I- CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET NATIONALE

1.1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET REGIONAL

L'environnement international a été caractérisé en 2010 par la dissipation des effets de la crise financière et économique internationale. Les signes d'une reprise de l'économie mondiale, perçus à la fin de l'année 2009, se sont confirmés. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 5,1% en 2010 contre -0,5% en 2009. Ce regain d'activité, impulsé principalement par la progression des investissements, notamment dans les nouvelles technologies, et le redémarrage des échanges commerciaux, a induit un raffermissement de la demande de matières premières agricoles et minières favorable aux pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Dans les pays industrialisés, l'activité économique a été moins soutenue, du fait de la profondeur de la crise financière et économique internationale et de son incidence sur la demande des ménages et des entreprises. Le produit intérieur brut a enregistré une hausse de 3,0% contre une baisse de 3,4% en 2009. Au niveau de la Zone euro, le produit intérieur brut s'est légèrement redressé, enregistrant une hausse de 1,8% en 2010, après une baisse de 4,1% en 2009. Aux Etats-Unis, l'activité économique a augmenté de 2,9%, après une régression de 2,6% en 2009. Au Japon, l'activité économique a renoué avec une croissance positive. Le produit intérieur brut a progressé de 4,0% en 2010, contre une baisse de 6,3% en 2009.

Les pays émergents et en développement, dont les systèmes financiers ont été moins touchés par la crise, ont consolidé leur dynamisme en 2010. L'activité économique a enregistré un taux de croissance de 7,4% en 2010, après 2,8% en 2009. En Chine et en Inde, la croissance s'est accélérée, ressortant respectivement à 10,3% et 10,4%, en termes réels, contre 9,2% et 6,8% en 2009. Au Brésil, l'activité économique a progressé de 7,5% en 2010, après une baisse de 0,6% en 2009.

En Afrique au Sud du Sahara, le taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, s'est établi à 5,0% en 2010, après 2,8% en 2009, sous l'effet du dynamisme des exportations de matières premières, singulièrement de produits miniers.

En liaison avec la reprise économique, l'inflation s'est inscrite en hausse par rapport à l'année 2009, tout en demeurant modérée comparativement aux niveaux élevés des années 2007 et 2008. En 2010, elle ressortirait à 1,5% dans les économies industrialisées, en raison de la persistance d'un excédent de capacités de production et d'un chômage élevé, et à 6,3% dans les pays émergents et en développement, où la forte croissance s'est accompagnée de pressions sur les prix intérieurs.

Compte tenu de la défiance des investisseurs, accentuée par la fragilité de la reprise économique, les investissements ont été significativement gelés, voire annulés. Ainsi, dans le cadre des ajustements liés aux conditions économiques défavorables, le marché du travail est resté marqué par des destructions nettes d'emplois. De ce fait, le taux de chômage s'est accru, aux Etats-Unis, passant de 9,3% en 2009 à 9,6% l'année suivante. En Zone euro, ce taux est ressorti à 10% en 2010, soit une hausse 0,5 point de pourcentage par rapport à 2009. Au Japon, le taux de chômage est demeuré stable à 5,1%, alors qu'au Royaume-Uni, il a régressé de 0,5 point, en ressortant à 7,8% en 2010.

Au plan de la politique monétaire, les principales banques centrales ont continué à mener une action favorable à la croissance, dans un contexte marqué par une faible progression des prix. Ainsi, la Réserve fédérale américaine, la Banque du Japon, la Banque Centrale Européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre ont maintenu leurs taux directeurs à des niveaux proches de zéro. Les banques centrales d'Australie, du Canada, de Corée, d'Israël, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de la Suède ont, au cours du dernier trimestre de l'année 2010, relevé légèrement leurs taux directeurs, qui sont cependant demeurés à des niveaux relativement bas, par rapport au passé. En revanche, celles de plusieurs pays émergents ont durci leur politique monétaire, en relevant de façon substantielle les taux directeurs (Brésil, Inde, Malaisie et Pérou) et en augmentant les coefficients de réserves obligatoires (Chine, Inde et Turquie).

Sur le marché des changes, l'euro a connu, durant le premier semestre 2010, une forte dépréciation par rapport aux principales devises, en relation avec les effets induits de la crise budgétaire de la Grèce. Toutefois, cette tendance baissière s'est inversée à partir du mois de juillet 2010, notamment, vis-à-vis du dollar. Le redressement de la monnaie européenne est lié essentiellement à la stabilisation de la situation de la Grèce, après la mise en place d'un plan de sauvetage par les autres Etats de l'Union Européenne et le Fonds Monétaire International. Il

s'explique également par les résultats moins satisfaisants de la croissance économique aux Etats-Unis, comparativement aux prévisions, qui ont contribué à affaiblir le dollar durant la deuxième moitié de l'année 2010. En moyenne sur l'ensemble de l'année 2010, la dépréciation de la monnaie européenne s'est chiffrée à 5,0% par rapport au dollar et à 3,7% vis-à-vis de la livre sterling.

Les marchés financiers mondiaux ont globalement consolidé leur redressement entamé à fin 2009, dans le sillage de la reprise économique internationale. Ainsi, à l'exception notable des places de Paris et de Tokyo, les marchés boursiers ont évolué favorablement, en dépit des crises de la dette souveraine apparues en Zone euro. L'indice Dow Jones a progressé de 11,02% sur l'année 2010, après 18,82% l'année précédente, tandis que le Nasdaq a enregistré une hausse de 16,91% contre 43,9% en 2009. En Europe, la bourse de Francfort, en Allemagne, a progressé de 16,06%, après 23,8% en 2009, en liaison notamment avec la hausse de la compétitivité des produits industriels. A la bourse de Londres, l'indice Footsie a augmenté de 9%, tandis que le CAC 40, à Paris, a reculé de 3,34% tout comme le Nikkei à Tokyo (-3,01%).

Au sein des pays de l'UEMOA, l'activité économique a été globalement bien orientée en 2010, en raison de l'évolution favorable de la conjoncture internationale et du renforcement de l'appui des partenaires au développement. Les données disponibles indiquent un gain de 1,3 point de croissance par rapport à l'année précédente. En effet, le produit intérieur brut a enregistré, en termes réels, une progression de 4,3% en 2010 contre 3,0% en 2009. Le raffermissement de l'activité économique est principalement imputable à l'accroissement de la production agricole, notamment vivrière, et à la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans les infrastructures.

Les économies de l'Union ont bénéficié également du regain d'activité au niveau des industries extractives, en liaison avec la mise en exploitation de la plus grande mine d'or au Burkina, ainsi que la rénovation des installations de certaines sociétés opérant dans le secteur minier. La consolidation de la croissance économique devrait être perceptible, à des degrés divers, au niveau de l'ensemble des pays, à l'exception de la Côte d'Ivoire. En effet, un ralentissement de 1,4 point de croissance est attendu dans ce pays en 2010, en liaison avec la baisse de la production de cacao et de café, induite par le vieillissement des plantations, et le tassement de l'extraction pétrolière, consécutif à la chute du rendement de certains puits. Le repli de la

croissance serait également imputable à la chute de la production industrielle durant la période post-électorale.

Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu, par rapport aux principales monnaies des pays industrialisés, une évolution similaire à celle de la monnaie unique européenne. Au niveau régional, l'évolution des principales monnaies de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) par rapport au franc CFA est ressortie contrastée. En effet, le naira du Nigéria et le cedi du Ghana se sont raffermis, respectivement de 3,71%, 2,94%, tandis que le dalasi gambien et le franc guinéen se sont inscrits en baisse de 1,06% et 12,24% respectivement.

1.2. EVOLUTION DE L'ECONOMIE DE LA GUINEE-BISSAU EN 2010

L'année 2010 a été marquée par la signature en mai 2010, entre le Gouvernement et le Fonds Monétaire International, d'un programme à moyen terme sur la période 2010-2012, soutenu par les Facilités de Crédits Élargis (ECF). L'exécution du programme au cours de l'année a été jugée satisfaisante par les différentes missions du FMI qui ont séjourné à Bissau au cours de l'année 2010. A cet égard, le Conseil d'Administration du FMI réuni le 13 décembre 2010 et les Administrateurs de l'Association internationale de développement (IDA) réunis le 16 décembre 2010, ont convenu que la Guinée-Bissau avait pris les mesures nécessaires («déclencheurs») et rempli ainsi les conditions du passage au point d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTE, stade auquel l'allégement au titre de cette initiative et de l'IADM devient irrévocable.

Dans le secteur agricole, la production de la noix de cajou, a fléchi après une forte hausse enregistrée en 2009. Les prix à l'exportation ont tout de même progressé, ce qui a contribué au bon déroulement de la campagne. Au niveau des finances publiques, les projets de construction des nouveaux bâtiments publics ont été poursuivis de même que les réformes visant l'amélioration des recettes publiques et la maîtrise des dépenses. Dans le secteur de l'énergie, les difficultés ont été quelque peu atténuées par les mesures prises dans le cadre du projet de réforme du secteur, bien que les déficits de la production par rapport à la demande, persistent et demeurent importants.

Dans ce contexte, le taux de croissance du PIB réel est estimé à 3,5% contre 3,0% en 2009.

Ces performances seraient en liaison avec la hausse des prix à l'exportation de la noix de cajou, les mesures prises dans le secteur des finances publiques et le dynamisme du secteur des BTP, soutenu par l'exécution des projets publics.

Le taux d'inflation en 2010, en moyenne annuelle, s'est établi à 2,3% contre -1,6% en 2009, en rapport avec la hausse des prix des produits alimentaires, notamment ceux du riz importé, de la farine de blé, du pain, du sucre, des poissons, des fruits et des légumes. L'accroissement des prix des produits pétroliers et ses effets sur le coût du transport ont également soutenu la tendance de l'indice. Les prix ont également progressé dans la fonction « Articles d'habillement et chaussures », « santé », « Communication » et « Biens et services divers ».

La situation des finances publiques en 2010 a été marquée par une hausse de 25,4% des recettes budgétaires et une maîtrise des dépenses qui ont progressé de 3,9%. Ces performances s'expliquent par les mesures prises dans le cadre du programme ECF 2010-2012, qui ont permis d'améliorer les performances des régies financières et de mieux contrôler les dépenses. Toutefois, les appuis budgétaires ont enregistré une forte baisse, en rapport notamment avec le non décaissement des appuis budgétaires attendus de l'UE.

Les échanges extérieurs ont été caractérisés par une aggravation du déficit du solde de la balance des transactions courantes, qui ressort à 35 050 millions en 2010 contre 22 421 millions en 2009, en rapport avec la baisse des appuis budgétaires.

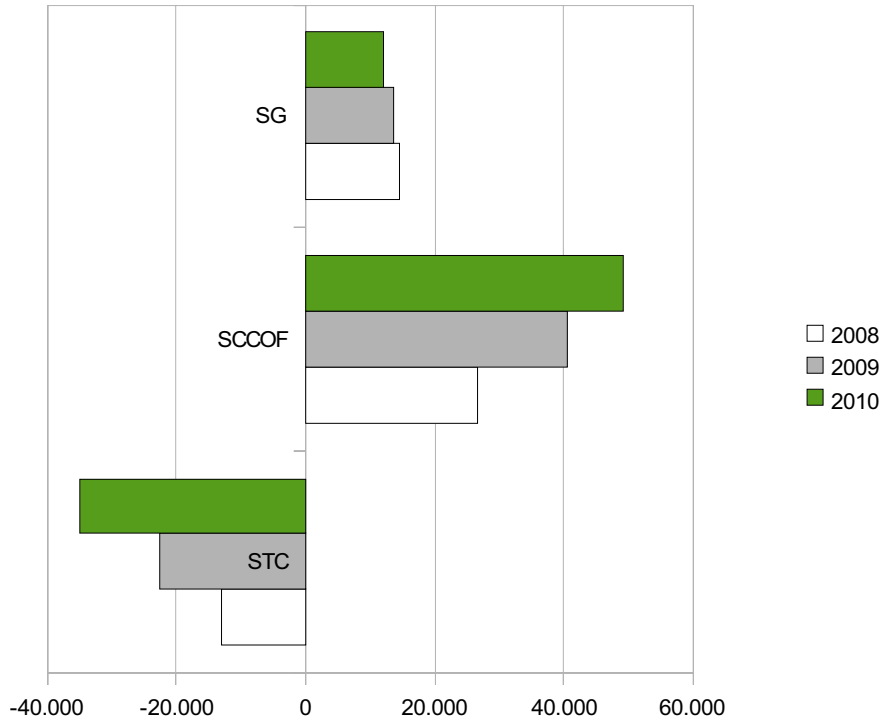
Le compte de capital et d'opérations financières affiche un excédent de 49 347 millions en 2010 contre 40 532 millions en 2009, sous l'effet de la hausse des investissements directs étrangers. Du fait des allègements obtenus suite à l'atteinte du point de décision de l'initiative PPTE, le compte de capital fait ressortir un solde positif de 485 580,0 millions et celui des opérations financières un déficit de 436 233,0 millions.

Le solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières a permis de couvrir le déficit courant et d'améliorer la position extérieure nette à hauteur de 12 180 millions en 2010 contre 13 743 millions un an plus tôt. Cette amélioration des avoirs extérieurs nets s'est traduite par un renforcement de la position extérieure de la BCEAO de 1 988 millions et celle des banques de dépôts de 10 192 millions en 2010.

II. EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

L'évolution de la balance des paiements élaborée conformément à la méthodologie de la cinquième édition du manuel du FMI et retracée dans le tableau ci-après, indique une persistance du déficit de la balance des transactions courantes dont l'effet est compensé par l'excédent du compte de capital et des opérations financières. Cette situation s'explique par la faible diversification de la base productive qui fait que la quasi-totalité des biens de consommation et d'investissement est importée. Le pays est également importateur net de fret. Toutefois, l'atteinte en 2010 du point d'achèvement de l'initiative PPTE a permis de réduire considérablement le poids de la dette extérieure.

Graphique 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements



STC – Solde des transactions courantes
CCOF – Solde du compte de capital et d'opérations financières
SG – Solde Global de la balance des paiements

Tableau 1. Soldes de la Balance des Paiements

en millions de F CFA

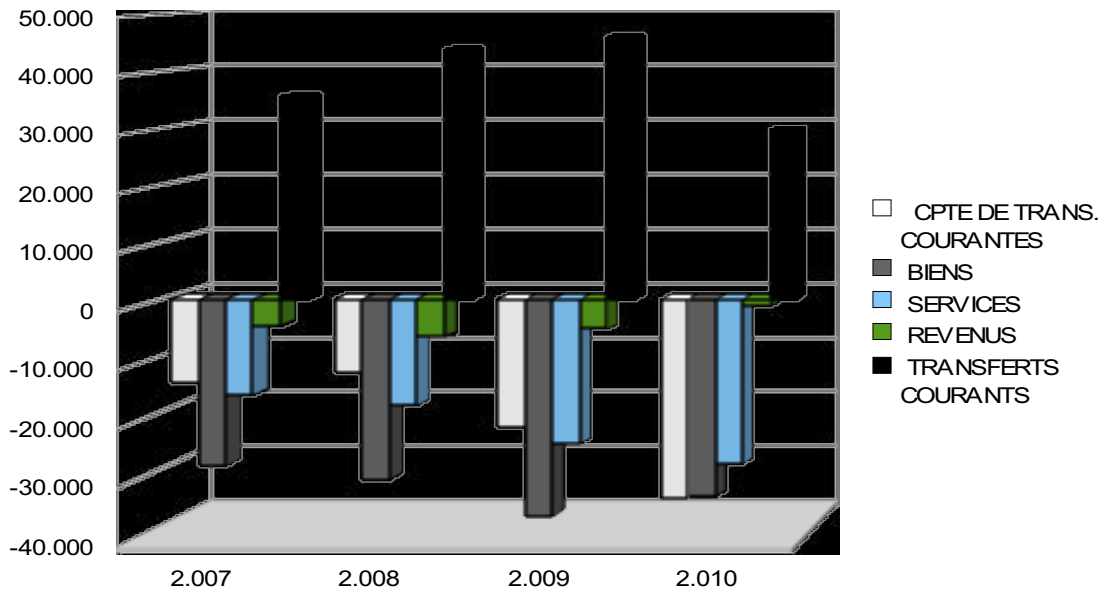
	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010
I -COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**-20 956**	**-14 604**	**-12 875**	**-22 421**	**-35 050**
BIENS	**-27 665**	**-29 171**	**-31 640**	**-38 097**	**-34 655**
Marchandises générales	-28 330	-29 796	-32 390	-38 648	-35 984
Autres biens	665	625	750	551	1 329
SERVICES	**-18 904**	**-16 693**	**-18 541**	**-25 378**	**-29 003**
Transports	-11 773	-11 468	-14 337	-14 348	-13 690
dont fret	-10 547	-11 272	-12 653	-12 698	-13 584
Voyages	-6 661	-5 663	-3 301	-6 499	-8 010
Autres services	-470	438	-903	-4 531	-7 303
REVENUS	**-4 619**	**-4 669**	**-6 577**	**-5 197**	**-1 144**
Revenus salariés	-160	-75	-145	-55	864
Revenus des investissements	-4 459	-4 594	-6 432	-5 142	-2 008
dont intérêts sur dette publique	-4 385	-4 772	-6 318	-5 493	-500
TRANSFERTS COURANTS	**30 232**	**35 929**	**43 883**	**46 251**	**29 752**
Administration publiques	17 818	17 000	28 700	31 156	14 208
Autres secteurs	12 414	18 929	15 183	15 095	15 544
II-CPTE DE CAPITAL ET D'OPE.FINANCIERES	**23 272**	**28 649**	**26 724**	**40 532**	**49 347**
COMPTE CAPITAL	16 836	15 389	16 467	33 268	485 580
Transfert de capital	16 836	15 389	16 467	33 269	485 580
Administrations publiques	15 336	15 352	16 410	32 295	484 600
Autres secteurs	1 500	37	57	974	980
Acquisit.et cessions d'actifs non financier	0	0	0	-1	0
COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES	**6 436**	**13 260**	**10 257**	**7 264**	**-436 233**
Investissements directs	9 060	8 905	2 673	8 287	13 724
Investissements de portefeuille	700	2 900	250	-14	-44
Autres investissements	-3 324	1 455	7 335	-1 009	-449 913
Financement exceptionnel (pour mémoire)	11 800	11 958	15 010	14 972	454 000
III - ERREURS ET OMISSIONS	**-573**	**-1 958**	**815**	**-4 368**	**-2 117**
Ajustement circulation fiduciaire					
IV - SOLDE GLOBAL	**1 743**	**12 087**	**14 665**	**13 743**	**12 180**
V - AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS	**-1 743**	**-12 087**	**-14 665**	**-13 743**	**-12 180**
Autorités monétaires	3 300	-10 786	-8 820	-8 404	-1 988
dont Contrepartie de réévaluation de FMI (pour mémoire					488
Banques	-5 043	-1 301	-5 845	-5 339	-10 192

Sources : BCEAO

III. EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes, regroupant celles des biens, des services, des revenus et des transferts courants, présente un déficit structurel. Cette situation provient principalement des compte des biens et services et des revenus, comme l'indique le graphique ci-après.

Graphique 2 : Evolution du solde de la balance des transactions courantes



La balance des transactions courantes, regroupant celles des biens, des services, des revenus et des transferts courants s'est détériorée en 2010, se fixant à -35 050 millions contre -22 421 millions l'année précédente. Cette situation est imputable au recul de l'excédent du solde des transferts courants. Rapporté au PIB, le déficit du compte courant s'est établi à 8,5% du PIB en 2010 contre 5,8% du PIB l'année précédente. Le tableau ci-après retrace ces principales évolutions.

Tableau 2. Balance des Paiements Courants

en millions de F CFA

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Biens	-27 665,0	-29 171,0	-31 640,0	-38 097,0	-34 655,0
dont: marchandise	-28 330,0	-35 984,0	-32 390,0	-38 648,0	-35 984,0
Services nets	-18 904,0	-16 692,8	-18 541,0	-25 378,0	-29 003,0
Revenus nets	-4 619,0	-4 669,0	-6 577,0	-5 197,0	-1 144,0
Transferts courants nets	30 232,0	35 929,0	43 883,0	46 251,0	29 752,0
Balance des transactions courantes (BTC)	**-20 956,0**	**-14 603,8**	**-12 875,0**	**-22 421,0**	**-35 050,0**
Balance des transactions courantes hors dons (BPCHD)	**-38 774,0**	**-31 603,8**	**-41 575,0**	**-53 577,0**	**-49 258,0**
PIB à prix courants	302 501,0	331 040,0	377 451,0	387 593,9	410 339,5
BTC/PIB (%)	-6,9%	-4,4%	-3,4%	-5,8%	-8,5%
BTCHD/PIB (%)	-12,8%	-9,5%	-11,0%	-13,8%	-12,0%

Source : BCEAO

3.1. EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale, intégrant les ajustements de champ et de valeur, est ressortie déficitaire de 34 655 millions, en amélioration de 3 442 millions par rapport à 2009. Le taux de couverture s'est

relevé, passant de 60,1% en 2009 à 64,4% en 2010.

Tableau 3. Evolution de la Balance Commerciale

en millions de F CFA

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
- Exportations de biens (1)	38 766,0	51 299,0	57 377,0	57 438,0	62 700,0
dont réexportation	1 074,8	3 894,4	132,3	4 540,7	3 127,2
- Importations de biens (2)	66 431,1	80 470,5	89 017,0	95 535,2	97 355,2
Balance commerciale	-27 665,1	-29 171,5	-31 640,0	-38 097,2	-34 655,2
Taux de couverture (1)/(2)	58,4%	63,7%	64,5%	60,1%	64,4%

Sources: Direction Générale des Douanes, BCEAO

3.1.1. Evolution des exportations de biens

A la suite des ajustements apportés aux statistiques douanières, les exportations FOB de marchandises générales sont ressorties à 61 371 millions en 2010 contre 56 887 millions l'année précédente. A ces grandeurs, s'ajoutent les exportations des autres biens, constituées essentiellement des achats de carburants effectués par les compagnies aériennes et maritimes étrangères en escale à l'aéroport et le port de Bissau, qui se sont établies à 1 329 millions en 2010 contre à 551 millions un an plus tôt. L'accroissement de la valeur des exportations s'explique principalement par la hausse de 21,1% des prix à l'exportation de la noix de cajou, et par l'appréciation du dollar par rapport à l'Euro ; la majeure partie des exportations étant libellée en dollar. L'impact de ces évolutions a été atténué par le recul de 9,2% du volume des exportations de noix de cajou.

Tableau 4. Evolution des exportations de biens

en millions de F CFA

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Marchandises générales	38 101	50 674	56 627	56 887	61 371
Biens exportés pour transformation	-	-			
Réparations de biens	-	-			
Autres biens	-				
Achats de biens dans les ports /aeroports par les transportateurs	665	625	750	551	1 329
Or non monétaire	-	-			
TOTAL	**38 766**	**51 299**	**57 377**	**57 438**	**62 700**

Sources : Direction Générale des Douanes, BCEAO

3.1.1.1. Structure des exportations par principaux produits

L'analyse de la structure des exportations par produit montre que celles-ci restent dominées par la noix de cajou tant en volume qu'en valeur. Ainsi, selon les données officielles, les quantités de la noix de cajou exportées ont représenté 53,1% du volume des exportations. Ce recul du poids de la noix de cajou sur le volume global des exportations est lié à l'exportation de 77 000 tonnes de débris

de fonte, de fer et d'acier (ferrailles) au Pakistan dont la valeur est assez faible, évalué à 27 millions de FCFA. Ainsi, les exportations en valeur restent fortement dominées par la noix de cajou dont les ventes à l'extérieur représentent 91,3% de la valeur totale des exportations totales en 2010 contre 87,9% en 2009

Tableau 5. Evolution du volume des exportations des principales marchandises générales

en tonne

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	
						Poids relatif
Noix de Cajou	77 600,0	105 162,8	118 648,8	137 682,0	116 322,7	53,1%
Coton	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%
Bois	692,9	318,0	16 450,2	1 645,1	3 525,7	1,6%
Autres	3 480,9	7 346,8	46 924,0	2 974,1	99 404,9	45,3%
Total statistiques officiels	81 973,8	112 827,6	182 023,0	142 301,3	219 253,3	100,0%
Ajustement de Valeur						
Ajustement de Champ	18 550,0	10 516,3	4 750,0	3 287,9	785,0	
Exportations	**100 523,8**	**123 343,9**	**186 773,0**	**145 589,2**	**220 038,3**	

Sources: Direction Générale des Douanes, BCEAO

Tableau 6. Evolution des exportations des principales marchandises générales

en millions de F CFA

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	
						Poids relatif
Noix de cajou	28 902	32 113	28 797	35 671	37 328	91,3%
Coton	18	0	0	0	0	0,0%
Bois	103	67	116	141	252	0,6%
Autres	1 270	186	391	221	191	0,5%
Reexportation		3 894	1 970	4 541	3 127	7,6%
Total statistiques officiels	30 292	36 260	31 273	40 573	40 898	100,0%
Ajustement de Valeur	1 999	3 665	15 479	6 707	18 696	
Ajustement de Champ	5 810	10 748	9 875	9 158	2 077	
Total	**38 101**	**50 674**	**56 627**	**56 438**	**61 671**	

Sources: Direction Générale des Douanes, BCEAO

3.1.1.2. Répartition géographique des exportations

L'Asie reste le principal client avec 59,4% de la valeur des ventes à l'extérieur contre 64,4% en 2009. La Part des exportations vers le reste du Continent africain, y compris les échanges informels, ont enregistré une hausse en 2010, s'établissant à 35,8% contre 28,5% en 2009. Elles ont été réalisées essentiellement avec les autres pays membres de l'UEMOA, particulièrement avec le Sénégal (26,2%). Ces différentes évolutions sont retracées dans les tableaux ci-après :

Tableau 7. Orientation géographique des exportations

Continent	2006	2007	2008	2009	2010	
					valeur	*Poids relatif*
Europe	**282**	**522**	**751**	**1 795**	**2 141**	**3,4%**
France	0	1	0	465	836	1,3%
Pays - Bas	0	134	23	208	0	0,0%
Portugal	211	387	171	844	1 082	1,7%
Espagne	68		21	55	21	0,0%
Autres	3	0	536	224	202	0,3%
Afrique	**9 465**	**13 539**	**10 111**	**16 372**	**22 447**	**35,8%**
UEMOA	9 398	13 514	9 982	16 126	22 030	35,1%
Bénin	0	0	9	0	0	0,0%
Burkina	66	0	0	24	0	0,0%
Côté d'Ivoire	345	55	3	199	0	0,0%
Mali	256	8	0	452	5 571	8,9%
Niger	0	0	0	0	0	0,0%
Sénégal	8 728	13 448	9 966	15 452	16 458	26,2%
Togo	3	3	4	0	0	0,0%
Cap - Vert	49	0	58	72	76	0,1%
Gambie	10	9	15	103	8	0,0%
Guinée	8	12	2	21	271	0,4%
Nigeria	0	0	0	0	0	0,0%
Autres	0	4	53	50	61	0,1%
Asie	**28 829**	**35 407**	**43 765**	**37 016**	**37 233**	**59,4%**
Chine	0	20	132	109	569	0,9%
Inde	20 002	34 183	42 383	36 653	36 075	57,5%
Singapour	8 827	1 204	1 224	20	525	0,8%
Autres	0	0	25	233	64	0,1%
Amérique	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**107,6**	0,2%
Autres	**190**	**1 831**	**2 750**	**2 255**	**771,0**	1,2%
Total	**38 766**	**51 299**	**57 377**	**57 438**	**62 700**	**100,0%**

Sources: Direction Générale des Douanes, BCEAO

3.1.1.3 Exportations vers les autres pays de l'UEMOA

Les exportations de la Guinée-Bissau vers les autres pays de l'Union, y compris le commerce informel, ont enregistré une hausse, en liaison exclusivement avec le redressement des ventes au Sénégal. En effet, prenant en compte les mouvements de billets et les déclarations d'importations des autres Etats membres de l'Union de produits en provenance de la Guinée-Bissau, la cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA a estimé la valeur des exportations de la Guinée-Bissau vers les autres pays de l'Union à 22 030 millions contre 16 126 millions l'année précédente, dont la quasi-totalité (74,7%) vers le Sénégal.

3.1.2. Evolution des importations de biens

Les importations totales de biens (base FOB ajustée) ont enregistré une hausse de 1 820 millions, se fixant à 97 355 millions en 2010 contre 95 355 millions l'année précédente. Leur évolution au cours des dernières années se présente comme suit:

Tableau 8. Evolution des importations de biens

en millions de F CFA

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Marchandises générales	75 731	91 736	101 479	111 087	113 204
Biens importés pour transformation	0	0	0	0	0
Réparation de biens	0	0	0	0	0
Achats de biens dans les ports par les transporteurs	0	0	0	0	0
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total (CIF)	**75 731**	**91 736**	**101 479**	**111 087**	**113 204**
PIB à prix courants	302 501	331 040	365 799	387 594	410 339
IMP/PIB	25,0%	27,7%	27,7%	28,7%	27,6%
Total (FOB)	**66 431,1**	**80 470,5**	**89 017,0**	**95 535,2**	**97 355,2**

Sources: DGA, BCEAO

3.1.2.1. Evolution des principaux produits importés

Sur la base des données de la douane (sans ajustement), la valeur des importations (en FOB) en 2010 a progressé de 2,1% par rapport à l'année précédente. Cette tendance s'explique principalement par la hausse des importations de biens de produits pétroliers et de matériaux de construction. En revanche, les importations de biens de consommation ont diminué.

La baisse des achats de biens de consommation est essentiellement imputable à la baisse des implorations de riz. La baisse des importations d'autres biens de consommation a aussi contribué à cette tendance.

Les importations de matériaux de construction ont progressé, soutenues par la réalisation des projets publics d'infrastructures et de construction de nouveaux bâtiments publics. Ces différents projets ont également soutenu les importations de biens d'équipement.

Les importations de produits pétroliers ont enregistré une hausse, en liaison avec la vigueur conjuguée de la demande et du prix, soutenue notamment par l'amélioration de la production d'électricité de la société nationale, sous l'effet des actions engagées dans le cadre du projet de réforme de ce secteur.

Tableau 9. Evolution des importations (FOB) par principaux produits

en millions de F CFA

RUBRIQUES	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010
Produits alimentaires	15 723	16 647	17 933	20 640	19 907
-Riz	8 839	9 161	10 205	10 448	9 717
-Boissons	3 290	3 515	3 628	3 436	3 733
-Autres produits alimentaires	3 594	3 972	4 100	6 756	6 457
Autres biens de consommation	2 154	2 663	2 389	2 980	1 010
Produits pétroliers	10 872	15 200	20 154	21 490	21 791
Matériaux de construction	3 632	3 550	3 001	2 950	3 447
Biens intermédiaires	7 422	7 277	6 930	7 204	7 557
Biens d'équipement	9 303	9 534	9 017	9 028	9 429
-Machine et appareils	3 759	5 334	3 347	4 210	3 742
-Matériels de transport	5 545	4 200	5 670	4 818	5 688
Autres biens non classés	2 886	3 334	4 546	5 441	5 151
Total statistiques officiels	51 992	58 205	63 970	69 734	68 292
Ajustement de Valeur	6 908	8 325	9 380	11 222	12 165
Ajustement de Champ	7 531	13 941	15 667	14 580	16 898
TOTAL (FOB)	**66 431**	**80 470**	**89 017**	**95 535**	**97 355**

Sources: DGA, BCEAO

En volume, les importations ont enregistré une légère hausse, come le montre le tableau ci-après.

Tableau 10. Evolution des importations en volume (en tonnes)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
Produits alimentaires	192.959	115.921	233.807	174.611	155.456
-Riz	133.601	68.209	185.782	112.181	76.006
-Boissons	14.782	12.848	15.320	15.937	19.683
-Autres produits alimentaires	44.576	34.863	32.705	46.493	59.768
Autres biens de consommation	8.840	6.868	8.586	7.091	9.610
Produits pétroliers	82.217	33.469	55.362	71.520	82.529
Matériaux de construction	11.407	8.833	9.392	12.829	13.387
Biens intermédiaires	49.257	52.220	457.583	58.980	57.973
Biens d'équipement	8.640	6.577	6.442	5.531	9.065
-Machine et appareils	4.887	2.744	2.282	1.745	3.109
-Matériels de transport	3.754	3.833	4.160	3.785	5.956
Autres biens non classés	11.548	14.586	13.355	9.889	14.681
Total statistiques officiels	**364.869**	**238.474**	**784.526**	**340.451**	**342.700**

Sources: DGA, BCEAO

3.1.2.2. Principaux fournisseurs de la Guinée-Bissau

Au titre de l'origine géographique des importations, la part de l'Afrique s'est accrue au profit de celle de l'Europe. En effet, les importations en provenance du Continent africain représentent 38,9% du total des importations en 2010 contre 37,8% en 2009. La part des importations en provenance des

autres pays de l'UEMOA, particulièrement du Sénégal, passe de 35,4% en 2009 à 35,3% en 2010. Les principaux produits importés du Sénégal sont notamment « les combustibles, minéraux et huiles», « les machines, les appareils et matériels électriques » et « le riz »

La part de l'Europe s'est pour sa part consolidée, passant 38,5% en 2009 à 40,5% en 2010, du fait notamment de la progression des achats au Portugal. De même, la part des achats en provenance de l'Amérique a enregistré une légère hausse, passant de 4,3% en 2009 à 6,0% en 2010. En revanche, la part de l'Asie s'est repliée, passant respectivement de 15,4% à 13,3% en 2010, avec cependant un relèvement des parts de marché du Japon qui passent de 1,3% en 2009 à 3,1% en 2010.

Tableau 11. Répartition géographique des importations (CIF)

en millions de F CFA

Continent	**2 006**	**2 007**	**2008**	**2009**	**2010**	
					valeur	Part relative
Europe	**19 906**	**26 360**	**34 611**	**42 782**	**45 892**	**40,5%**
France	1 953	489	2 186	4 551	9 103	8,0%
Alemagne	137	84	1 010	1 348	1 034	0,9%
Italie	111	126	245	316	1 034	0,9%
Pays - Bas	4 760	5 166	4 531	5 497	0	0,0%
Portugal	12 194	18 087	22 770	27 130	26 706	23,6%
Espagne	690	1 764	1 122	3 006	1 416	1,3%
Angleterre	20	0	81	87	394	0,3%
Autres	40	643	2 666	847	6 206	5,5%
Afrique	**47 334**	**48 853**	**41 472**	**42 002**	**44 032**	**38,9%**
Gambie	5 581	1 267	2 060	963	858	0,8%
R. Guinée	349	276	161	394	296	0,3%
Cap - Vert	10	22	11	8	230	0,2%
Nigéria	0	0	0	0	0	0,0%
Autres	4 010	0	2 214	1 336	2 708	2,4%
UEMOA	**37 384**	**47 288**	**37 026**	**39 301**	**39 941**	**35,3%**
Benin	0	0	17	2 829	1 003	0,9%
Sénégal	33 677	40 507	29 421	28 721	32 644	28,8%
Burkina Faso	19	32	62	23	607	0,5%
Côte - d`Ivoire	3 162	5 130	6 412	3 292	1 499	1,3%
Mali	515	335	1 107	1 791	2 042	1,8%
Niger	0	62	0	375	276	0,2%
Togo	11	1 222	6	2 271	1 870	1,7%
Asie	**8 011**	**12 534**	**17 742**	**17 059**	**15 075**	**13,3%**
Japon	495	144	1 542	1 402	3 535	3,1%
Chine	1 174	209	432	2 918	3 268	2,9%
Pakistan	1 597	1 261	1 660	745	2 248	2,0%
Inde	216	2 178	1 035	306	807	0,7%
Tailande	4 186	5 694	5 900	2 924	900	0,8%
Vietnam			5 598	3 786	2 074	1,8%
Autres	343	3 047	1 575	4 978	2 244	2,0%
Amérique	**331**	**1 441**	**3 094**	**4 771**	**6 754**	**6,0%**
USA	165	617	113	342	1 839	1,6%
Autres	166	824	2 981	4 429	4 915	4,3%
Autres	**150**	**2 548**	**4 560**	**4 473**	1 451	**1,3%**
Total	**75 732**	**91 736**	**101 479**	**111 087**	**113 204**	**100%**

Sources: DGA, BCEAO

Au total, il ressort des données du commerce extérieur que les importations de la Guinée-Bissau

proviennent principalement du Sénégal (28,8 %) du Portugal (23,6 %), de la France (8,0%), du Japon (3,1%), de la Chine (2,9%), du Pakistan (2,0 %) et du Vietnam (1,8 %).

3.2. EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES

En 2010, le solde déficitaire de la balance des services, s'est établi à 29 002 millions contre 25 378 millions l'année précédente, résultant essentiellement de la détérioration des soldes des «voyages» et « autres services».

Le solde déficitaire des transports est ressorti à 13 690 millions en 2010 contre 14 348,0 millions en 2009. S'agissant de la rubrique « voyages », le déficit s'est fixé à 8 010,0 millions contre 6 499,0 millions en 2009. Le déficit du solde des voyages à titre professionnel passe de 876 millions en 2009 à 1 123 millions en 2010. De même, le déficit du solde des voyages à titre personnel se situe à 6 887 millions en 2010 contre 5 623 millions en 2009. Concernant la rubrique « autres services», un déficit de 7 134,0 millions a été observé contre un déficit de 4 531,0 millions en 2009.

Tableau 12. Evolution de la balance des services

en millions de FCFA

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
- Transports	-11 773	-11 468	-14 337	-14 348	-13 690
dont fret	-10 547	-11 272	-12 653	-12 698	-13 584
- Voyages	-6 661	-5 663	-3 301	-6 499	-8 010
- Autres	-470	438	-903	-4 531	-7 303
Total	**-18 904**	**-16 693**	**-18 541**	**-25 378**	**-29 003**

Sources: Données des enquêtes, BCEAO

3.3. ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS

La balance des revenus est constituée de la rémunération des salariés et des revenus des investissements. En 2010, le solde des revenus du travail est ressorti à 864,0 millions contre -55,0 millions l'année précédente. Concernant le solde des revenus des investissements, le déficit s'est réduit, se situant à – 2 008 millions en 2010 contre – 5 142 millions un an plus tôt, en liaison notamment avec le recul des intérêts dus sur la dette extérieure, du fait des mesures d'allègements dont a bénéficiées le pays suite à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE.

Au total, le solde déficitaire de la balance des revenus s'est établi à 1 144 millions en 2010 contre 5 197 millions l'année dernière.

Tableau 13. Évolution de la balance des revenus

en millions de F CFA

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
- Revenus salariés	-160,0	-75,0	-145,0	-55,0	864,0
- Revenus des investissements	-4 459,0	-4 594,0	-6 432,0	-5 142,0	-2 008,0
dont intérêts sur dette publique	-4 385,0	-4 772,0	-6 318,0	-5 493,0	-500,0
Total	**-4 619,0**	**-4 669,0**	**-6 577,0**	**-5 197,0**	**-1 144,0**

Sources: Données des enquêtes, BCEAO

3.4. ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants se répartissent en deux grandes catégories sectorielles : ceux provenant des administrations publiques et ceux provenant des autres secteurs. Son excédent s'est replié en 2010, se fixant à 29 752,0 millions contre 46 251,0 millions en 2009.

Les transferts courants publics sont ressortis en 2010 à 14 208,0 millions contre 31 156,0 millions en 2009, soit une baisse de 54,0%, du fait notamment du non décaissement des appuis budgétaires attendus de l'Union Européenne. Les ressources issues de la compensation financière au titre des accords de pêche avec l'UE ont augmenté, se fixant à 5 168 millions en 2010 contre 2 984 millions en 2009. Cette progression s'explique par le fait qu'en 2009, la dernière tranche de la compensation financière n'a pas été décaissée.

S'agissant des transferts privés nets, ils affichent une relative stabilité, nonobstant un redressement des envois de fonds des travailleurs après une baisse enregistrée en 2009 du fait de la crise financière.

Tableau 14. Évolution de la balance des transferts courants

en millions de FCFA

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
- Transferts courants en faveur de l'Admnistration Publique	17 818,0	17 000,0	28 700,0	31 156,0	14 208,0
dont recettes de pêche	7 700,0	0,0	7 900,0	2 984,6	5 168,4
- Transferts courants en faveur des autres secteurs	12 414,0	18 929,0	15 183,0	15 095,0	15 544,0
dont envois de fonds des travailleurs	10 908,3	15 341,8	14 793,0	11 024,0	12 133,9
Total	**30 232,0**	**35 929,0**	**43 883,0**	**46 251,0**	**29 752,0**

Sources: Ministères des Finances, société de transferts rapides de fonds, BCEAO

IV. ÉVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières enregistre les transferts de capital ainsi que les mouvements relatifs aux investissements.

4.1. ÉVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL

Le solde de la balance de capital s'est sensiblement amélioré du fait des remises de dettes dont a bénéficié le pays en 2010. En revanche, le solde hors remise de dette présente un excédent de 31 580,0 millions contre 31 083,0 millions en 2009, en liaison avec les transferts de capital reçus pour le financement des projets de réhabilitation des infrastructures de base.

Ce compte enregistre également les transactions relatives aux acquisitions et cessions d'actifs corporels (terre, ressources du sous-sol, etc...) qui sont utiles ou indispensables à la production de biens et services et des actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc...). A l'instar de l'année précédente, aucune transaction importante n'a été enregistrée sur ce poste en 2010.

Tableau 15. Évolution de la balance du compte de capital

en millions de FCFA

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Transferts de capital en faveur de l'Admnistration Publique	15 336	15 352	16 585	32 295	484 600
-Remise de dette	5 130	5 352	2 185	2 185	454 000
-Autres transferts	10 206	10 000	14 400	30 110	30 600
Transferts de capital en faveurs des autres secteurs	1 500	37	58	974	980
Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits			-1	-1	0
Total	**16 836**	**15 389**	**16 642**	**33 268**	**485 580**

Sources: Ministère des Finances, BCEAO

4.2. LE COMPTE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Le compte des opérations financières est constitué par les investissements directs, les investissements de portefeuille ainsi que par les autres investissements.

Les investissements directs étrangers (IDE) en 2010 ont enregistré une hausse de 5 437,0 millions, passant de 8 287,0 millions de F CFA en 2009 à 13 724,0 millions en 2010. Cette situation est en rapport avec le relèvement de capital opéré par certaines banques de la place pour se conformer à la mesure de relèvement de capital décidée par le Conseil des Ministres de l'UEMOA. Le renforcement des fonds propres dans certaines entreprises du secteur financier et des télécommunications a aussi contribué à cette tendance. Les IDE issues de nouvelles créations d'entreprises ont été marginaux.

Au cours de la même période, le solde des investissements de portefeuille est évalué à -44 millions contre -14 millions en 2009.

Les autres investissements sont constitués des crédits commerciaux, des prêts et des dépôts auprès du secteur bancaire, des administrations publiques et des autres secteurs. Cette rubrique a enregistré en 2010 un déficit de 449 913 millions contre un déficit de 1 009 millions en 2009, du fait de la prise en compte des remises de dettes enregistrées en 2010. Le solde corrigé de ces flux financiers dégagent un excédent de 4 087 millions qui est induit par la baisse des amortissements effectivement supportés par l'Etat.

Tableau 16. Evolution des opérations financières

en millions de FCFA

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
-Investissement directs	9 060,0	8 905,0	2 672,7	8 287,0	13 724,0
-Investissement de portefeuille	700,0	2 900,0	249,7	-14,0	-44,0
-Autres investissements	-3 324,0	1 455,0	7 334,6	-1 009,0	-449 913,0
Total	**6 436,0**	**13 260,0**	**10 257,0**	**7 264,0**	**-436 233,0**

Sources : Données des enquêtes, BCEAO

V. ÉVOLUTION DES CAPITAUX MONÉTAIRES

Le solde de la balance des capitaux monétaires est ressorti excédentaire de 12 180 millions contre 13 743 millions l'année précédente. Le solde excédentaire enregistré en 2010 traduit l'incidence des transactions économiques sur les avoirs extérieurs nets totaux des institutions monétaires.

5.1. ÉVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DE LA BANQUE CENTRALE

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont établis à 63 399,1 millions en 2010 contre 61 411,1 millions en 2009, traduisant ainsi un renforcement de 1 988 millions, imputable exclusivement aux engagements qui se sont repliés, en rapport notamment avec la baisse des engagements auprès du FMI du fait des remises de dettes enregistrées à fin 2010.

Ainsi, les avoirs extérieurs bruts sont passés de 68 652,8 millions en 2009 à 67 940,8 millions au titre de l'année 2010, indiquant une légère baisse de la position créditrice de la Guinée-Bissau en compte des disponibilités extérieures de la Banque Centrale.

S'agissant des engagements extérieurs bruts de la Banque Centrale, ils enregistrent une baisse de 2 700 millions, se fixant à 4 541,7 millions en 2010.

Tableau 17. Évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

en millions de F CFA

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Variation 2010/2009
Avoirs	**34 784,8**	**44 876,8**	**40 907,8**	**50 701,8**	**60 270,8**	**68 652,8**	**67 940,8**	**-712,0**
- Position de réserve	0,3	0,4	-289,2	-426,2	795,0	-444,0	325,0	769,0
- DTS détenus	349,5	305,9	251,2	22,8	39,5	23,9	574,6	550,7
- Avoirs en devises	36,7	308,6	0,0	189,8	568,0	480,9	480,9	0,0
- Position Créd,Dispon,Ext	34 505,8	44 369,4	40 602,5	50 088,1	58 073,0	67 728,6	67 170,1	-558,5
- Ajustement	-107,5	-107,5	343,3	827,3	795,3	863,4	-609,8	-1 473,2
Engagements	**8 406,8**	**8 175,7**	**7 506,7**	**6 514,7**	**7 263,7**	**7 241,7**	**4 541,7**	**-2 700,0**
- Recours au crédit du FMI	6 639,2	5 533,5	3 930,2	3 166,3	4 052,4	4 526,3	1 836,3	-2 690,0
- Banques et institutions étrangeres	570,8	1 260,0	1 689,7	1 750,5	861,0	961,3	490,0	-471,3
- Engagements en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres dépôts étrangères								0,0
- Transferts à exécuter	-323,8	-504,8	153,4	44,8	-5,8	0,0	0,0	0,0
- Ajustement	1 520,6	1 887,0	1 733,4	1 553,1	2 356,1	1 754,1	2 215,4	461,3
Avoirs extérieurs nets	**26 378,0**	**36 701,1**	**33 401,1**	**44 187,1**	**53 007,1**	**61 411,1**	**63 399,1**	**1 988,0**
Pour mémoire								0,0
Allocation de DTS	966,4	931,0	908,4	853,0	880,0	9 711,4	10 349,0	637,6

Source : BCEAO

5.2. ÉVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS MONÉTAIRES

La position extérieure nette des banques et des autres Institutions Monétaires en 2010 est ressortie créditrice de 30 971 millions contre 20 779 millions l'année précédente, soit une amélioration de 10 192 millions. Cette évolution résulte d'un renforcement de 13 113 millions des avoirs des banques supérieure à la hausse de 2 931 millions enregistrée au niveau des engagements.

Tableau 18. Évolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires

en millions de FCFA

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Variation 2010/2009
Avoirs	**6 470,0**	**6 158,0**	**9 548,0**	**11 110,0**	**26 066,0**	**33 368,0**	**46 481,0**	**13 113,0**
- Banques	6 464,0	4 326,0	9 960,0	10 660,0	25 436,0	34 540,0	44 624,0	10 084,0
- Autres institutions monétaires	0,0	0,0						0,0
- Ajustement	6,0	1 832,0	-412,0	450,0	630,0	-1 172,0	1 857,0	3 029,0
Engagements	**521,0**	**2 907,0**	**1 254,0**	**1 515,0**	**10 626,0**	**12 589,0**	**15 510,0**	**2 921,0**
- Banques	24,0	4 559,0	698,0	3 107,0	11 884,0	13 984,0	17 407,0	3 423,0
- Autres institutions monétaires	497,0	0,0						0,0
- Ajustement	0,0	-1 652,0	556,0	-1 592,0	-1 258,0	-1 395,0	-1 897,0	-502,0
Position extérieure nette	**5 949,0**	**3 251,0**	**8 294,0**	**9 595,0**	**15 440,0**	**20 779,0**	**30 971,0**	**10 192,0**

Source: BCEAO

5.3. VARIATION DES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES

Les incidences des transactions extérieures sur les avoirs extérieurs nets de l'ensemble du système monétaire ont été globalement positives. Les variations de la position créditrice de la Banque Centrale et de celle des banques de dépôts ont conduit à un solde excédentaire de 12 180 millions

en 2010 contre un excédent 13 743 millions un an auparavant.

Tableau 19. Évolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux

en millions de F CFA

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1 - Variation des Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire	750,0	-2 698,0	5 043,0	1 301,0	5 845,0	5 339,0	10 192,0
2 - Variation des Avoirs extérieurs netsde la Banque Centrale	18 724,0	10 323,1	-3 300,0	10 786,0	8 820,0	8 404,0	1 988,0
3- Solde Monétaire (1+2)	**19 474,0**	**7 625,1**	**1 743,0**	**12 087,0**	**14 665,0**	**13 743,0**	**12 180,0**
4- Contrepartie de réévaluation						-67,0	488,0
5- Solde économique (3+4)	**19 474,0**	**7 625,1**	**1 743,0**	**12 087,0**	**14 665,0**	**13 676,0**	**12 668,0**

Source: BCEAO

5.4. RÉCONCILIATION DES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

La prise en compte ou l'omission en balance des paiements de certains mouvements de capitaux, fait apparaître un écart entre la variation des avoirs extérieurs nets issue de la balance des paiements et celle présentée par les statistiques monétaires. La correspondance entre ces statistiques est reproduite dans le tableau ci-après :

Tableau 20. Correspondance des statistiques monétaires et Balance de Paiements

en millions de FCFA

Rubriques	2009	2010	Variation
I- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BCEAO			
Avoirs			
- Statistiques monétaires	76 617,9	77 081,7	*463,8*
- Position de réserve	-444,0	325,0	*769,0*
- DTS détenus	-8 852,0	-9 427,0	*-575,0*
- Ajustement	1 330,9	-38,9	*-1 369,8*
Total avoirs -Statistiques de la Balance des Paiements	**68 652,8**	**67 940,8**	***-712,0***
Engagements			
- Statistiques monétaires	15 199,0	12 676,0	*-2 523,0*
- Allocation de DTS	9 711,4	10 349,0	*637,6*
- Ajustement	1 754,1	2 214,7	*460,6*
Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements	**7 241,7**	**4 541,7**	***-2 700,0***
II- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DES BANQUES DE DEPÔTS			
Avoirs			
- Statistiques monétaires	30 515,0	41 095,0	*10 580,0*
- Débiteurs divers	0,0	119,0	*119,0*
- Billets externes UMOA	111,0	2 471,0	*2 360,0*
- Ajustements	2 742,0	2 796,0	*54,0*
Total avoirs -Statistiques de la Balance des Paiements	**33 368,0**	**46 481,0**	***13 113,0***
Engagements			
- Statistiques monétaires	11 312,0	12 240,0	*928,0*
- Ajustements	1 277,0	3 270,0	*1 993,0*
Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements	**12 589,0**	**15 510,0**	***2 921,0***

Source: BCEAO

VI. ÉVOLUTION DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE (PEG)

La Position Extérieure Globale de la Guinée-Bissau (PEG) s'est sensiblement améliorée en 2010, se fixant à -65 775 millions contre -515 364 millions l'année précédente, en liaison avec une forte baisse des engagements extérieurs du pays du fait des remises des dettes enregistrées, suite à l'atteinte du point de conclusion de l'initiative PPTE à fin 2010.

Les avoirs extérieurs ont enregistré une hausse de 18 812 millions, s'établissant à 110 143 millions, sous l'impulsion des prêts du secteur bancaire. Les Investissements Directs augmentent de 2 315 millions et les investissements de portefeuille de 4 096 millions.

S'agissant des engagements, ils sont ressortis à 175 918 millions en 2010 contre 606 695 millions l'année précédente, en liaison avec la baisse du stock de la dette publique.

Tableau 21. Évolution de la Position Extérieure Globale de Guinée-Bissau

en millions de F CFA

	2006	2007	2008	2009	2010
AVOIRS (1)	**52 994,0**	**63 567,0**	**85 151,0**	**91 331,0**	**110 143,0**
Investissements directs à l'étranger	**1 119,0**	**1 209,0**	**1 189,0**	**0,0**	**2 315,0**
- Capital social et bénéfice réinvestis	450,0	450,0	800,0	0,0	2 450,0
- Autres capitaux	669,0	759,0	389,0	0,0	-135,0
Investissements de portefeuille	**3 500,0**	**6 500,0**	**6 500,0**	**14,0**	**4 110,0**
- Titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Titres de créances	3 500,0	6 500,0	6 500,0	14,0	4 110,0
Autres investissements	**8 268,0**	**5 983,0**	**17 994,0**	**14 699,0**	**26 636,0**
dont:-Crédits commerciaux	1 255,0	1 161,0	1 325,0	120,0	120,0
- Prêts	-12,0	-12,0	-6,0	8 376,0	21 086,0
- Monnaie Fiduciaire et dépôts	7 025,0	4 834,0	16 675,0	6 203,0	2 496,0
Avoirs de réserve	**40 107,0**	**49 875,0**	**59 468,0**	**76 618,0**	**77 082,0**
- DTS	251,0	23,0	40,0	8852,0	9427,0
- Position de réserve FMI	-289,0	-426,0	795,0	-444,0	326,0
- Dépôts et monnaies étrangères	40 145,0	50 278,0	58 633,0	68 210,0	67 329,0
ENGAGEMENTS (2)	**616 871,7**	**625 128,7**	**613 616,4**	**606 694,7**	**175 917,7**
Investissements directs dans l'économie	**34 422,0**	**43 327,0**	**45 999,7**	**54 286,7**	**70 325,7**
Investissements de portefeuille	**1 353,0**	**1 453,0**	**1 703,0**	**1 717,0**	**3 036,0**
Autres investissements	**581 096,7**	**580 348,7**	**565 913,7**	**550 691,0**	**102 556,0**
- Crédits commerciaux	941,0	2 042,0	2 042,0	2 162,0	5 311,0
- Prêts	577 848,7	575 350,7	557 144,7	546 287,0	94 250,0
. Autorités monétaires	7 506,7	6 514,7	7 263,7	4 526,0	2 099,0
. Administrations Publiques	569 100,0	564 100,0	537 800,0	530 000,0	77 400,0
. Banques	689,0	3 107,0	11 884,0	11 312,0	13 062,0
. Autres secteurs	553,0	1 629,0	197,0	449,0	1 689,0
- Monnaie fiduciaire et dépôts	1 817,0	2 292,0	6 132,0	1 503,0	1 522,0
- Autres engagements	490,0	664,0	595,0	739,0	1 473,0
POSITION EXTERIEUR GLOBALE (2)-(1)	**-563 877,7**	**-561 561,7**	**-528 465,4**	**-515 363,7**	**-65 774,7**

Sources: Données des enquêtes, BCEAO

ANNEXES

ANNEXE 1 : matrice des échanges intra UEMOA

Evolution des exportations des principales à destinations des pais de l'UEMOA

En millions de FCFA

Pays	2006	2007	2008	2009	2010
Bénin	-	-	9,0	0,2	-
Burkina	65,5	-	-	23,6	-
Côte d'Ivoire	345,3	54,5	3,4	198,7	-
Mali	256,4	8,0	-	451,6	5.571,4
Niger	-	-	-	-	-
Sénégal	8.727,5	13.448,4	9.966,0	15.451,9	16.458,4
Togo	3,0	3,3	3,5	-	
UEMOA	**9.397,7**	**13.514,2**	**9.981,9**	**16.126,0**	**22.029,8**

Evolution des importations en provenance des pays de l'UEMOA

En millions de FCFA

	2006	2007	2008	2009	2010
Bénin	0,0	4,6	6,1	2.828,6	1.003,1
Burkina	19,2	32,3	62,7	22,9	606,8
Côte d'Ivoire	3.162,0	5.129,9	6.412,2	3.292,2	1.499,4
Mali	514,8	334,9	1.107,6	1.790,6	2.041,6
Niger	0,0	62,0	0,0	374,7	275,5
Sénégal	33.676,9	40.506,8	29.421,4	28.721,2	32.643,9
Togo	10,7	1.222,3	79,5	2.270,9	1.870,4
UEMOA	**37.383,6**	**47.292,8**	**37.089,5**	**39.301,1**	**39.940,7**

BALANCE DES PAIEMENTS
Année 2010

S — BPT / M — Aprés ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	129.329	164.379	-35.050
0 ...	.			
4 1 00	Biens	62.700	97.355	-34.655
4 1 10	.Marchandises générales	61.371	97.355	-35.984
4 1 50	.Biens importés ou exportés pour transfo			
4 1 51	. Biens transformés à l'étranger			
4 1 52	. Biens transformés dans l'économie			
4 1 60	.Réparations de biens			
4 1 70	.Achats de biens dans les ports par les	1.329		1.329
4 1 71	. Dans les ports maritimes	901		901
4 1 72	. Dans les aéroports	428		428
4 1 73	. Dans d'autres ports			
4 1 80	.Or non monétaire			
4 1 81	. Détenu à titre de réserve de valeur			
4 1 82	. Détenu à d'autres fins			
0 ...	.			
4 2 00	Services	21.793	50.796	-29.003
4 2 05	.Transports	153	13.843	-13.690
4 2 06	.Transports maritimes		13.548	-13.548
4 2 07	. Passagers			
4 2 08	. Fret		13.548	-13.548
4 2 09	. Autres			
4 2 10	.Transports aériens		448	-448
4 2 11	. Passagers		193	-193
4 2 12	. Fret		36	-36
4 2 13	. Autres		219	-219
4 2 14	.Autres transports	153	-153	306
4 2 15	. Passagers	153	-153	306
4 2 16	. Fret			
4 2 17	. Autres			
4 2 36	.Voyages	6.575	14.585	-8.010
4 2 37	. Voyages à titre professionnel	1.230	2.353	-1.123
4 2 38	. Travailleurs saisonniers et frontal			
4 2 39	. Autres	1.230	2.353	-1.123
4 2 40	. Voyages à titre personnel	5.345	12.232	-6.887
4 2 41	. Pour raisons de santé		3.200	-3.200
4 2 42	. A but éducatif		4.609	-4.609
4 2 43	. A d'autres fins	5.345	4.423	922
4 2 45	.Services de communication	9.476	2.351	7.125
4 2 49	. Services de bâtiment et travaux public		42	-42
4 2 53	.Services d'assurances		2.322	-2.322
4 2 54	. Compagnies d'assurance vie et caisses			
4 2 55	. Assurance du fret		2.264	-2.264
4 2 56	. Autres assurances directes		20	-20

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 2 57	. Réassurance		38	-38
4 2 58	. Services auxiliaires			
4 2 60	.Services financiers	2.246	92	2.154
4 2 62	.Services d'informatique et d'informatio		1.130	-1.130
4 2 66	.Redevances et droits de licence		1	-1
4 2 68	.Autres services aux entreprises	2.591	10.409	-7.818
4 2 69	. Négoce international et autres servic			
4 2 70	. Négoce international			
4 2 71	. Autres			
4 2 72	. Location-exploitation			
4 2 73	. Divers services aux entreprises, spéc	2.591	10.409	-7.818
4 2 74	. Services juridiques, de compta., co			
4 2 75	. Services juridiques			
4 2 76	. Comptabilité, vérifi. des cptes, te			
4 2 77	. Conseil en gestion des entreprises			
4 2 78	. Publicité, études de marché et sondag		4	-4
4 2 79	. Recherche et développement			
4 2 80	. Architecture, ingénierie et autres se			
4 2 81	. Services agricoles, miniers et traite			
4 2 82	. Traitement des déchets et dépolluti			
4 2 83	. Autres			
4 2 84	. Autres services			
4 2 85	. Services entre entreprises apparentée			
4 2 87	. Services personnels,culturels et rela		5.000	-5.000
4 2 88	. Services audiovisuels et connexes			
4 2 89	. Autres		5.000	-5.000
4 2 91	.Services fournis ou reçus par les admin	752	1.021	-269
4 2 92	. Ambassades et consulats	752	1.021	-269
4 2 93	. Unités et organismes militaires			
4 2 94	. Autres			
0 ...	.			
4 3 00	Revenus	5.346	6.490	-1.144
4 3 10	.Rémunération des salariés	981	117	864
4 3 20	.Revenus des investissements	4.365	6.373	-2.008
4 3 30	. Investissements directs		2.800	-2.800
4 3 31	. Revenus des titres de participati		2.800	-2.800
4 3 32	. Dividendes et bénéfices distrib		2.800	-2.800
4 3 33	. Bénéfices réinvestis			
4 3 34	. Revenus des titres de créance			
4 3 39	. Investissements de portefeuille	1.730	2.822	-1.092
4 3 40	. Revenu des titres de participatio	1.700	2.822	-1.122
4 3 41	. Autorités monétaires			
4 3 42	. Administrations publiques			
4 3 43	. Banques		2.822	-2.822

S

BPT / M

Aprés ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 3 44	. Autres secteurs	1.700		1.700
4 3 49	. Revenus des titres de créance	30		30
4 3 50	. Obligations et autres titres d'			
4 3 51	. Autorités monétaires			
4 3 52	. Administrations publiques			
4 3 53	. Banques	163	86	77
4 3 54	. Autres secteurs		1.106	-1.106
4 3 60	. Instruments du marché monétaire	30		30
4 3 61	. Autorités monétaires			
4 3 62	. Administrations publiques			
4 3 63	. Banques	30		30
4 3 64	. Autres secteurs			
4 3 70	. Autres investissements	2.635	751	1.884
4 3 71	. Autorités monétaires	62		62
4 3 72	. Administrations publiques		500	-500
4 3 73	. Banques	2.573	158	2.415
4 3 74	. Autres secteurs		93	-93
0 ...	.			
4 3 79	Transferts courants	39.490	9.738	29.752
4 3 80	.Administrations publiques	14.294	86	14.208
4 3 90	.Autres secteurs	25.196	9.652	15.544
4 3 91	. Envois de fonds des travailleurs	21.748	9.614	12.134
4 3 92	. Autres transferts	3.448	38	3.410
0 ...	.			
4 9 96	Compte de capital et d'opérations financ	529.810	492.643	37.167
0 ...	.			
4 9 94	Compte de capital	485.580		485.580
4 4 00	.Transferts de capital	485.580		485.580
4 4 01	. Administrations publiques	484.600		484.600
4 4 02	. Remises de dettes	454.000		454.000
4 4 10	. Autres	30.600		30.600
4 4 30	. Autres secteurs	980		980
4 4 31	. Transferts des migrants			
4 4 32	. Remises de dettes			
4 4 40	. Autres transferts	980		980
4 4 80	. Acquisitions et cessions d'actifs non			
0 ...	.			
4 9 95	Compte d'opérations financières	44.230	492.643	-448.413
0 ...	.			
4 5 00	Investissements directs	16.607	2.883	13.724
4 5 05	.De l'économie à l'étranger	150	2.881	-2.731
4 5 06	. Capital social et bénéfices réinves		2.866	-2.866
4 5 10	. Capital social		2.866	-2.866
4 5 25	. Bénéfices réinvestis			

S

BPT / M

Aprés ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 5 30	. Autres transactions	150	15	135
4 5 35	. Créances sur les entreprises appa		15	-15
4 5 40	. Engagements envers les entreprise	150		150
4 5 55	.De l'étranger dans l'économie	16.457	2	16.455
4 5 56	. Capital social et bénéfices réinves	15.879		15.879
4 5 60	. Capital social	15.879		15.879
4 5 75	. Bénéfices réinvestis			
4 5 80	. Autres transactions	578	2	576
4 5 85	. Créances sur les investisseurs di		2	-2
4 5 90	. Engagements envers les investisse	578		578
0 ...	.			
4 6 00	Investissements de portefeuille	1.333	4.110	-2.777
0 ...	.			
4 6 02	. Avoirs	14	4.110	-4.096
4 6 10	. Titres de participation			
4 6 11	. Autorités monétaires			
4 6 12	. Administrations publiques			
4 6 13	. Banques			
4 6 14	. Autres secteurs			
4 6 19	. Titres de créances	14	4.110	-4.096
4 6 20	. Obligations et autres tittres d'e		4.110	-4.110
4 6 21	. Autorités monétaires			
4 6 22	. Administrations publiques			
4 6 23	. Banques		4.000	-4.000
4 6 24	. Autres secteurs		110	-110
4 6 30	. Instruments du marché monétaire	14		14
4 6 31	. Autorités monétaires			
4 6 32	. Administrations publiques			
4 6 33	. Banques			
4 6 34	. Autres secteurs	14		14
4 6 40	. Dérivés financiers			
4 6 41	. Autorités monétaires			
4 6 42	. Administrations publiques			
4 6 43	. Banques			
4 6 44	. Autres secteurs			
0 ...	.			
4 6 52	. Engagements	1.319		1.319
4 6 60	. Titres de participation	1.319		1.319
4 6 63	. Banques	1.267		1.267
4 6 64	. Autres secteurs	52		52
4 6 69	. Titres d'engagement			
4 6 70	. Obligations et autres titres d'em			
4 6 71	. Autorités monétaires			
4 6 72	. Administrations publiques			

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 6 73	. Banques			
4 6 74	. Autres secteurs			
4 6 80	. Instruments du marché monétaire			
4 6 81	. Autorités monétaires			
4 6 82	. Administrations publiques			
4 6 83	. Banques			
4 6 84	. Autres secteurs			
4 6 90	. Dérivés financiers			
4 6 91	. Autorités monétaires			
4 6 92	. Administrations publiques			
4 6 93	. Banques			
4 6 94	. Autres secteurs			
0 ...	.			
4 7 00	Autres investissements	24.808	484.880	**-460.072**
0 ...	.			
4 7 03	. Avoirs	8.830	20.767	**-11.937**
4 7 06	. Crédits commerciaux	360	360	
4 7 07	. Administrations publiques			
4 7 08	. Long terme			
4 7 09	. Court terme			
4 7 10	. Autres secteurs	120	120	
4 7 11	. Long terme			
4 7 12	. Court terme			
4 7 14	. Prêts	2.433	15.143	**-12.710**
4 7 15	. Autorités monétaires			
4 7 17	. Long terme			
4 7 18	. Court terme			
4 7 19	. Administrations publiques			
4 7 20	. Long terme			
4 7 21	. Court terme			
4 7 22	. Banques	2.433	15.143	**-12.710**
4 7 23	. Long terme		14.406	**-14.406**
4 7 24	. Court terme	2.433	737	**1.696**
4 7 25	. Autres secteurs			
4 7 26	. Long terme			
4 7 27	. Court terme			
4 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	6.037	2.330	**3.707**
4 7 31	. Autorités monétaires			
4 7 32	. Administrations publiques			
4 7 33	. Banques	6.037	2.321	**3.716**
4 7 34	. Autres secteurs		9	**-9**
4 7 36	. Autres avoirs		2.934	**-2.934**
4 7 37	. Autorités monétaires			
4 7 38	. Long terme			

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 39	. Court terme			
4 7 40	. Administrations publiques			
4 7 41	. Long terme			
4 7 42	. Court terme			
4 7 43	. Banques		119	-119
4 7 44	. Long terme			
4 7 45	. Court terme		119	-119
4 7 46	. Autres secteurs		2.815	-2.815
4 7 47	. Long terme			
4 7 48	. Court terme			
0 ...	.			
4 7 53	. Engagements	15.978	464.113	-448.135
4 7 56	. Crédits commerciaux	6.215	3.066	3.149
4 7 57	. Administrations publiques			
4 7 58	. Long terme			
4 7 59	. Court terme			
4 7 60	. Autres secteurs	6.215	3.066	3.149
4 7 61	. Long terme			
4 7 62	. Court terme			
4 7 64	. Prêts	8.038	460.075	-452.037
4 7 65	. Autorités monétaires		2.427	-2.427
4 7 66	. Utilisation des crédits et prêt		2.427	-2.427
4 7 67	. Autres prêts à long terme			
4 7 68	. Prêts à court terme			
4 7 69	. Administrations publiques	4.700	457.300	-452.600
4 7 70	. Long terme		455.400	-455.400
4 7 71	. Court terme	4.700	1.900	2.800
4 7 72	. Banques	1.750		1.750
4 7 73	. Long terme	1.750		1.750
4 7 74	. Court terme			
4 7 75	. Autres secteurs	1.588	348	1.240
4 7 76	. Long terme	749	91	658
4 7 77	. Court terme			
4 7 80	. Monnaie fiduciaire et dépôts	603	584	19
4 7 81	. Autorités monétaires	197	96	101
4 7 83	. Banques	406	488	-82
4 7 86	. Autres engagements	1.122	388	734
4 7 87	. Autorités monétaires		374	-374
4 7 88	. Long terme			
4 7 89	. Court terme			
4 7 90	. Administrations publiques			
4 7 91	. Long terme			
4 7 92	. Court terme			
4 7 93	. Banques		14	-14

S

BPT / M

Aprés ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 94	. Long terme			
4 7 95	. Court terme		14	-14
4 7 96	. Autres secteurs	1.122		1.122
4 7 97	. Long terme			
4 7 98	. Court terme			
0 ...	.			
4 8 00	Avoirs de réserve	1.482	770	712
4 8 10	. Or monétaire			
4 8 20	. DTS	581		581
4 8 30	. Position de réserve au FMI	20	770	-750
4 8 40	. Avoirs en devises	881		881
4 8 45	. Monnaie fiduciaire et dépôts	881		881
4 8 50	. Auprès des autorités monétaires			
4 8 55	. Auprès des banques			
4 8 60	. Titres			
4 8 65	. Titres de participation			
4 8 70	. Obligations et autres titres d'em			
4 8 75	. Instruments du marché monétaire e			
4 8 80	. Autres créances			
0 ...	.			
4 9 98	Erreurs et omissions nettes		2.117	-2.117

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int